

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
4^e trimestre 2017

Janvier 2018



EN SYNTHÈSE

LA CROISSANCE SE CONSOLIDE EN 2017

L'activité de l'artisanat du bâtiment s'est consolidée au cours des quatre trimestres de l'année en passant de 1,5 % au premier trimestre à 3,5 % au quatrième trimestre. Ainsi, la croissance de l'activité atteint 2,5 % en volume en 2017 (contre 1,5 % en 2016). Après 8 trimestres de hausse d'activité, l'année 2018 devrait rester bien orientée.

Mémo 4^e trim. 2017

Activité globale **↑+3,5%**

Neuf **↑+7,5%**

Entretien-Rénovation
↑+1%

Bilan 2017

Activité globale **↑+2,5%**

Neuf **↑+5%**

Entretien-Rénovation
↑+1%

Prévisions 2018

Activité globale
↑+2,5%

Neuf **↑+5%**

Entretien-Rénovation
↑+1%

La conjoncture du quatrième trimestre 2017 enregistre une croissance de 3,5 %, avec une nette progression dans le neuf de 7,5 % et un accroissement plus mesuré dans l'entretien-amélioration avec 1 %.

Ainsi, la reprise observée dans le neuf en 2016 s'est largement confirmée en 2017 avec une progression annuelle de 5 % dans l'artisanat du bâtiment résultant tout particulièrement de la hausse des constructions de logements. En effet, à novembre 2017, 504 200 logements (en données brutes cumulées sur douze mois) ont été autorisés à la construction et 418 200 logements ont été mis en chantier, soit une augmentation respective de 11,4 % et 15,7 % par rapport au cumul des douze mois précédents. Cette dynamique devrait se poursuivre dans les prochains mois et impacter favorablement l'artisanat du bâtiment.

L'activité en entretien-amélioration enregistre, quant à elle, une croissance stable depuis 5 trimestres (+ 1 %). L'activité des travaux de performance énergétique des logements enregistre une hausse de 2,5 % au quatrième trimestre en volume. On note ainsi une croissance de 2,5 % annuelle sur ce segment, soit son plus haut niveau depuis 2011.

La croissance de l'activité bénéficie à l'ensemble des corps de métiers et des régions ce trimestre. En ce qui concerne les corps de métiers, on constate une hausse d'activité comprise entre 1,5 et 5 % (1,5 % pour l'activité aménagement-décoration-plâtrerie et 5 % pour la maçonnerie-carrelage). Pour les régions, on note une forte accélération dans l'Ouest de la France (Bretagne et Pays de la Loire + 4,5 %) et une progression plus mesurée en Normandie, dans les Hauts-de-France, en Île-de-France, dans le Centre Val de Loire et en PACA (+ 3 % contre + 3,5 % au niveau national). Toutefois, même si cette conjoncture offre des perspectives favorables, quelques indicateurs restent à surveiller comme les besoins en trésorerie des entreprises.

Même si on relève une baisse du nombre d'entreprises déclarant un besoin de trésorerie passant à 23 % en janvier 2018 contre 31 % un an auparavant, on identifie dans le même temps une hausse du montant du besoin de trésorerie qui est désormais en moyenne égal à 19 000 € (contre 16 000 € un an auparavant).

De plus, alors que l'activité s'améliore, les soldes d'opinions des chefs d'entreprise sur leurs marges restent toujours négatifs et, par voie de conséquence, risquent de peser sur les investissements à venir.

Du côté des carnets de commandes des entreprises, les perspectives restent bonnes mais se ralentiraient tant en construction neuve qu'en entretien-amélioration. En moyenne, les carnets de commandes représentent 87 jours de travail au début du mois de janvier 2018, soit 5 jours de plus qu'un an auparavant mais 3 jours de moins qu'au mois d'octobre.

Enfin, la progression de l'emploi salarié dans l'artisanat du BTP (observée depuis 3 trimestres consécutifs) ralentit légèrement et atteint 0,6 % entre le 3^e trimestre 2017 et le 3^e trimestre 2016 (contre 0,9 % au 2^e trimestre 2017).

2018 devrait être bien orientée, à l'image de 2017, avec une perspective de 2,5 % de croissance en volume pour l'artisanat du bâtiment. En effet, le contexte économique est globalement favorable, les taux d'intérêt restent attractifs, le nombre de transactions historiquement important et les mises en chantier et autorisations sont encore élevées. Toutefois, le marché subira le contrecoup de la modification du CITE et du recentrage des dispositifs PTZ et Pinel sur les zones les plus tendues. Il ne faudrait donc pas que de nouveaux coups de rabot viennent obscurcir l'artisanat du bâtiment qui se redresse enfin.

VOLUME D'ACTIVITÉ

L'activité en forte hausse au 4^e trimestre 2017

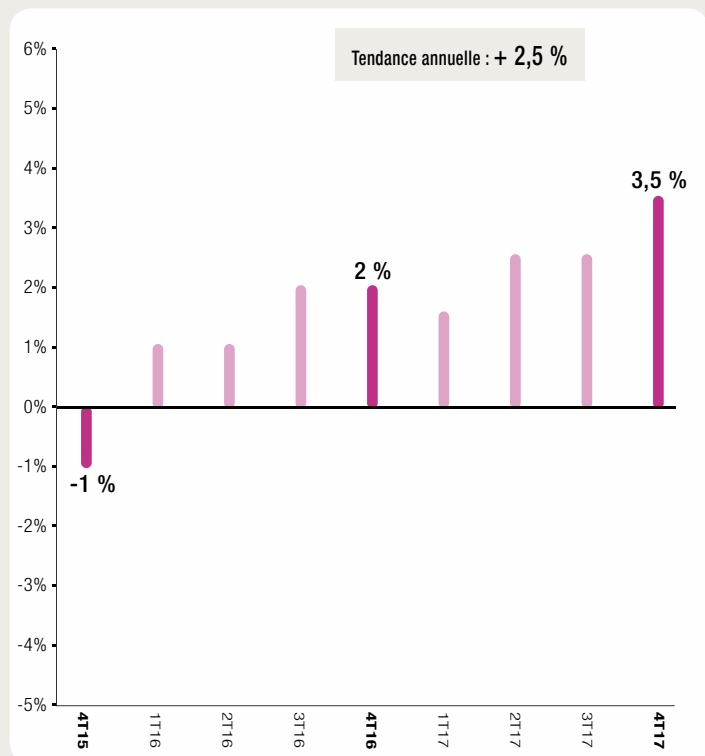
Le volume d'activité des artisans du bâtiment progresse fortement de 3,5 % au 4^e trimestre 2017 (par rapport au même trimestre de l'année précédente). Cette hausse de l'activité est toujours principalement portée par l'augmentation du volume d'activité enregistrée dans la

construction neuve 7,5 % au 4^e trimestre 2017 (par rapport au même trimestre en 2016, qui avait enregistré une hausse de 3 %).

L'activité d'entretien-rénovation enregistre quant à elle une croissance mesurée de 1 % au 4^e trimestre 2017 (par rapport au 3^e trimestre 2016).

Ceci malgré le dynamisme du volume d'activité des travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement qui progresse de 2,5 % sur la même période.

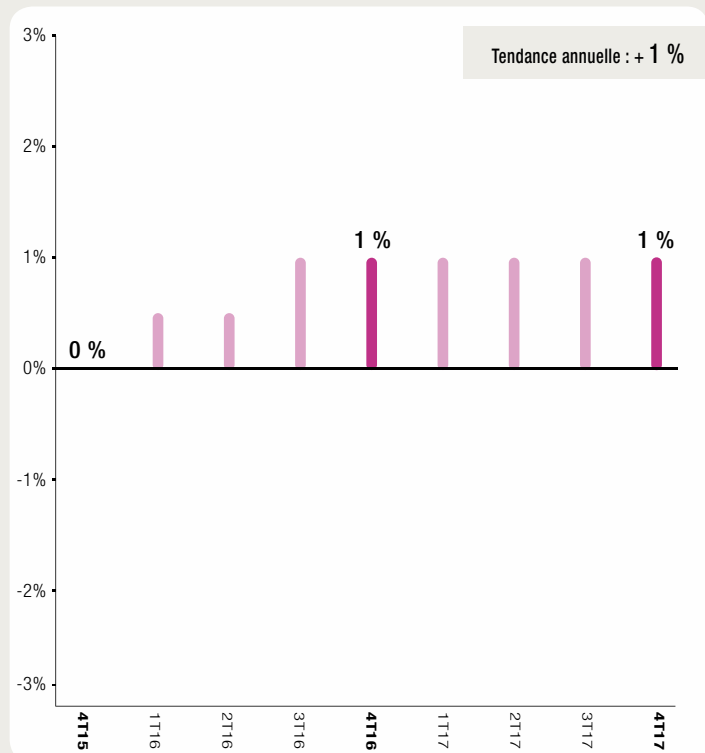
Activité globale



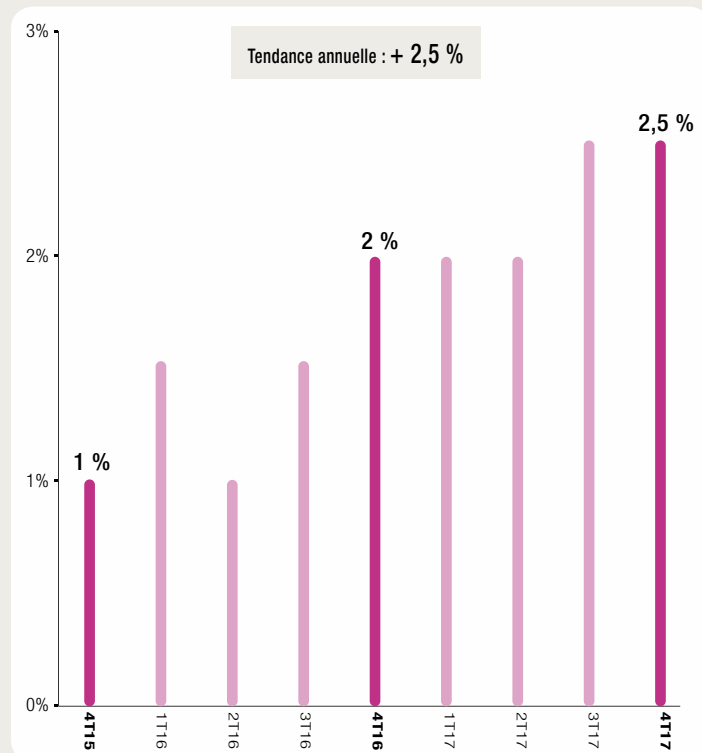
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris travaux de performance énergétique)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



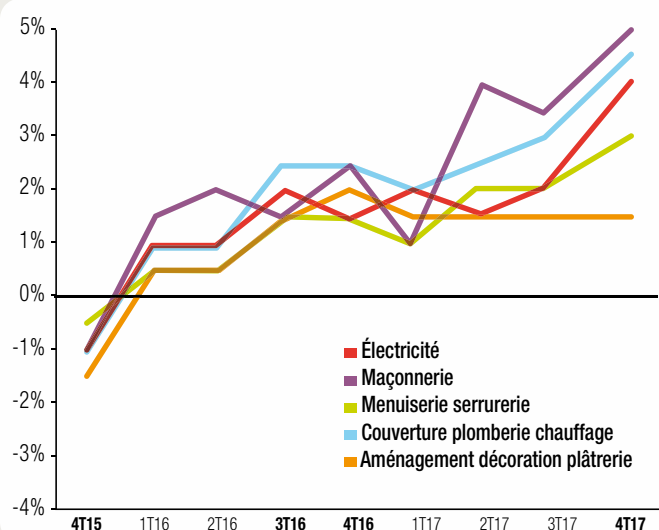
Sources CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Une hausse d'activité qui continue de profiter à l'ensemble des corps de métiers

Au 4^e trimestre 2017, la progression du volume d'activité est comprise en + 1,5 % et + 5 % pour l'ensemble des corps de métiers. Le volume des travaux de maçonnerie voit son rythme de croissance repartir à + 5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Quant aux travaux de second œuvre technique, ils voient également leur activité s'intensifier ce trimestre. Seule l'activité d'aménagement-décoration-plâtrerie croît à un rythme mesuré (+ 1,5 %) depuis 5 trimestres consécutifs.

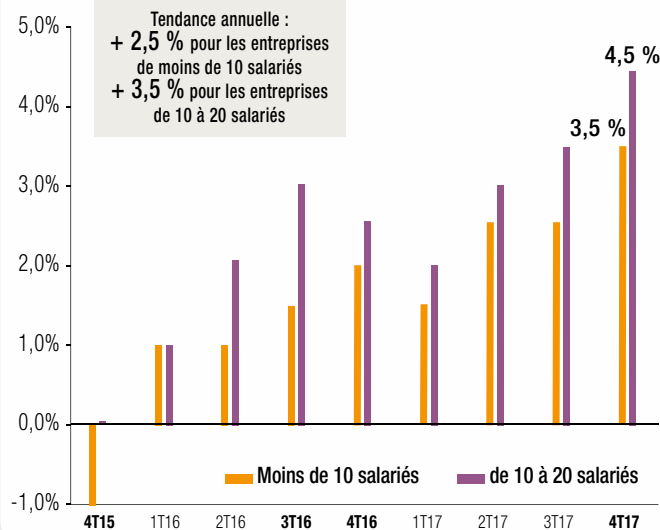


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Une hausse d'activité toujours plus marquée pour les entreprises de 10 à 20 salariés

Au 4^e trimestre 2017, la croissance de l'activité est plus prononcée dans les entreprises de 10 à 20 salariés (+ 4,5 % par rapport au même trimestre l'année précédente) que pour les entreprises de moins de 10 salariés (+ 3,5 % sur la même période). En 2017, les entreprises de 10 à 20 salariés enregistrent une hausse d'activité de 3,5 % contre 2,5 % pour les entreprises de moins de 10 salariés.



Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

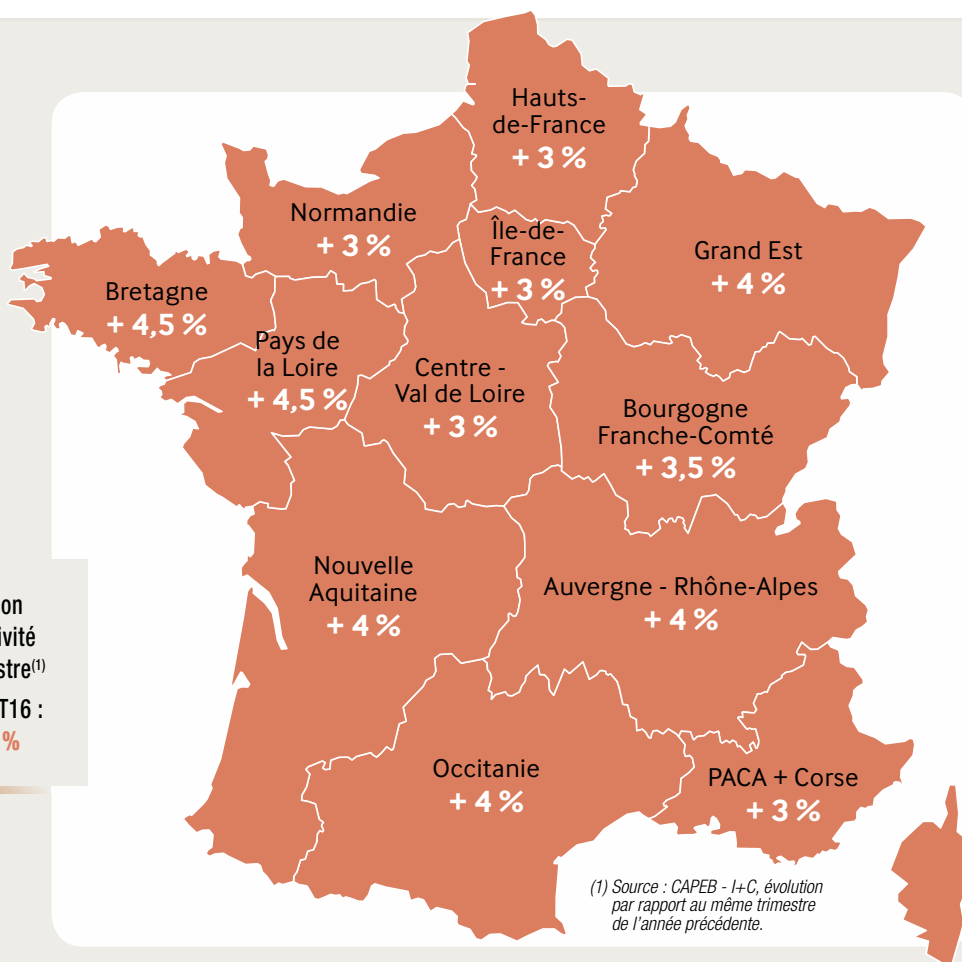
Activité réalisée au 4T2017

Au 4^e trimestre 2017, la totalité des régions enregistrent une hausse de leur activité, comprise entre + 3 % et + 4,5 %.

L'activité reste tirée par les régions de l'Ouest de la France (Bretagne et Pays de la Loire + 4,5 %, Nouvelle Aquitaine + 3,5 %).

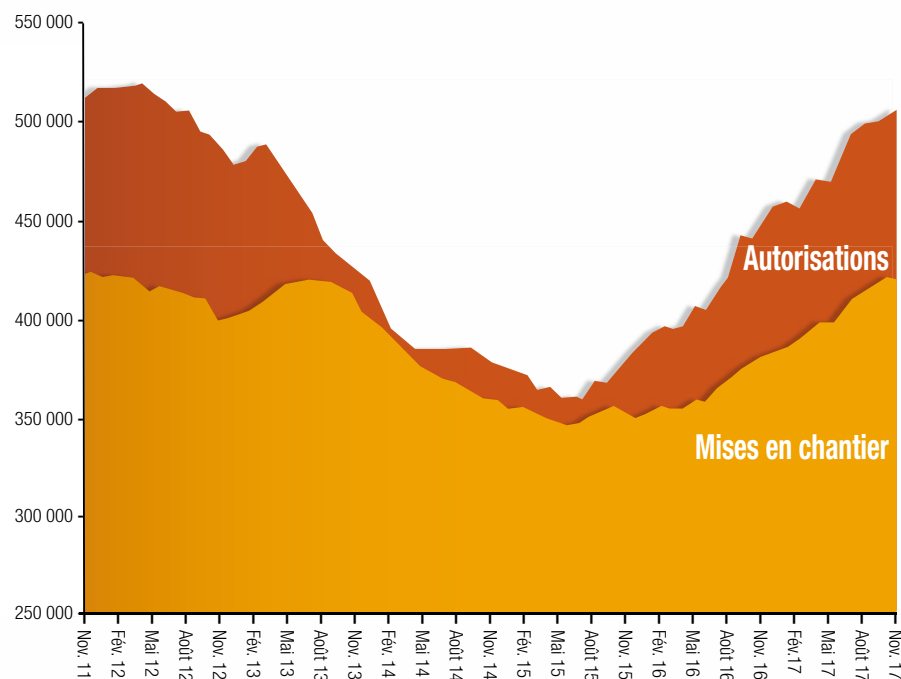
Le Nord de la France, le Centre Val de Loire et la PACA observent une progression en marge de celle enregistrée au niveau national (+ 3 %).

Situation de l'activité du trimestre⁽¹⁾
4T17 / 4T16 :
+ 3,5 %



(1) Source : CAPEB - I+C, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier

À la fin du mois de novembre 2017, le nombre de logements commencés s'établit à 418 200 (en cumul sur douze mois), soit une hausse de + 15,7 % par rapport à la même période de l'année précédente (de décembre 2015 à novembre 2016). Cette hausse s'explique notamment par le dynamisme de la construction de logements collectifs et des individuels purs (+ 20,4 % et + 16 %).

En novembre 2017, le nombre de permis de construire de logements déposés sur douze mois cumulés s'établit à 504 200, soit une hausse significative de + 11,4 %, une hausse également portée par les logements individuels purs (+ 15 %) et les logements collectif (+ 12 %). Cette progression laisse encore présager des perspectives favorables pour la construction neuve en 2018.

Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin novembre 2017)

Variation (décembre 2016 à novembre 2017 / décembre 2015 à novembre 2016)

Individuels purs	148 900	+ 15,0 %
Individuels groupés	50 100	+ 2,7 %
Collectifs	268 300	+ 12,0 %
Logements en résidence	36 900	+ 6,3 %
Total	504 200	+ 11,4 %

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin novembre 2017)

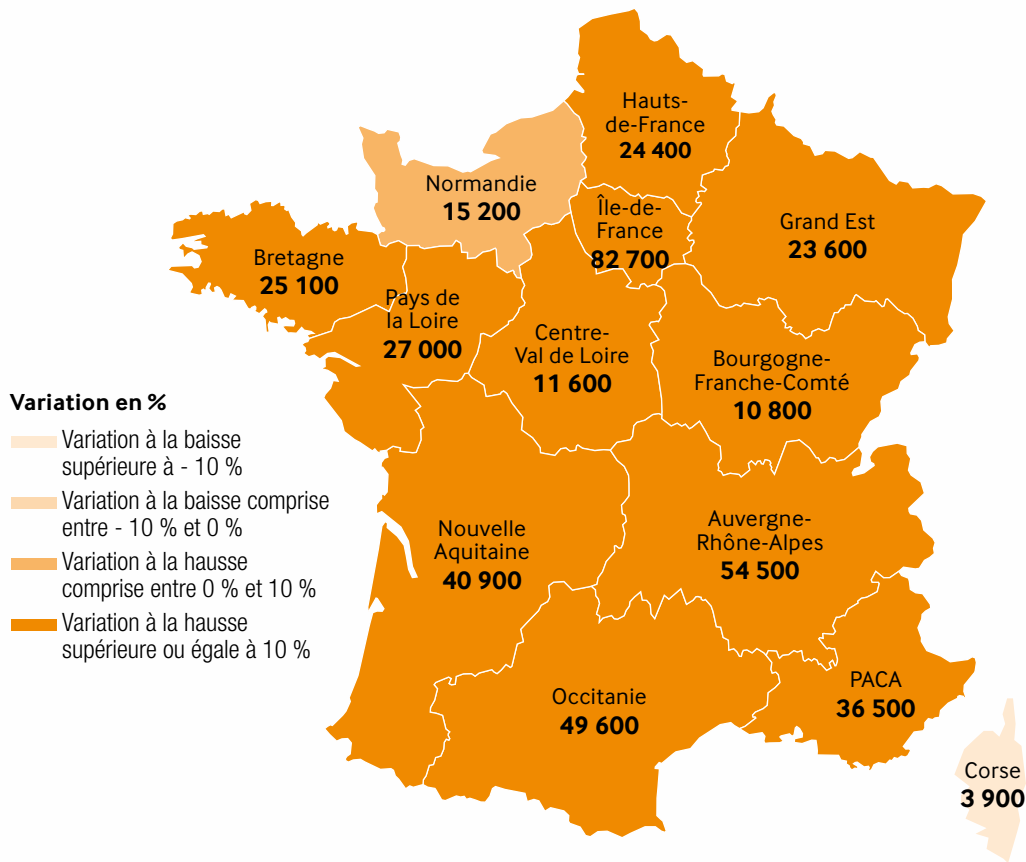
Variation (décembre 2016 à novembre 2017 / décembre 2015 à novembre 2016)

Individuels purs	129 800	+ 16,0 %
Individuels groupés	38 800	+ 8,4 %
Collectifs	222 800	+ 20,4 %
Logements en résidence	26 800	- 6,4 %
Total	418 200	+ 15,7 %

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

LOGEMENTS COMMENCÉS (DÉCEMBRE 2016 À NOVEMBRE 2017)



Au niveau national, le nombre de logements mis en chantier, cumulés sur douze mois (de décembre 2016 à novembre 2017), a progressé de + 15,7 % (par rapport à la même période l'année précédente), soit 418 200 logements commencés.

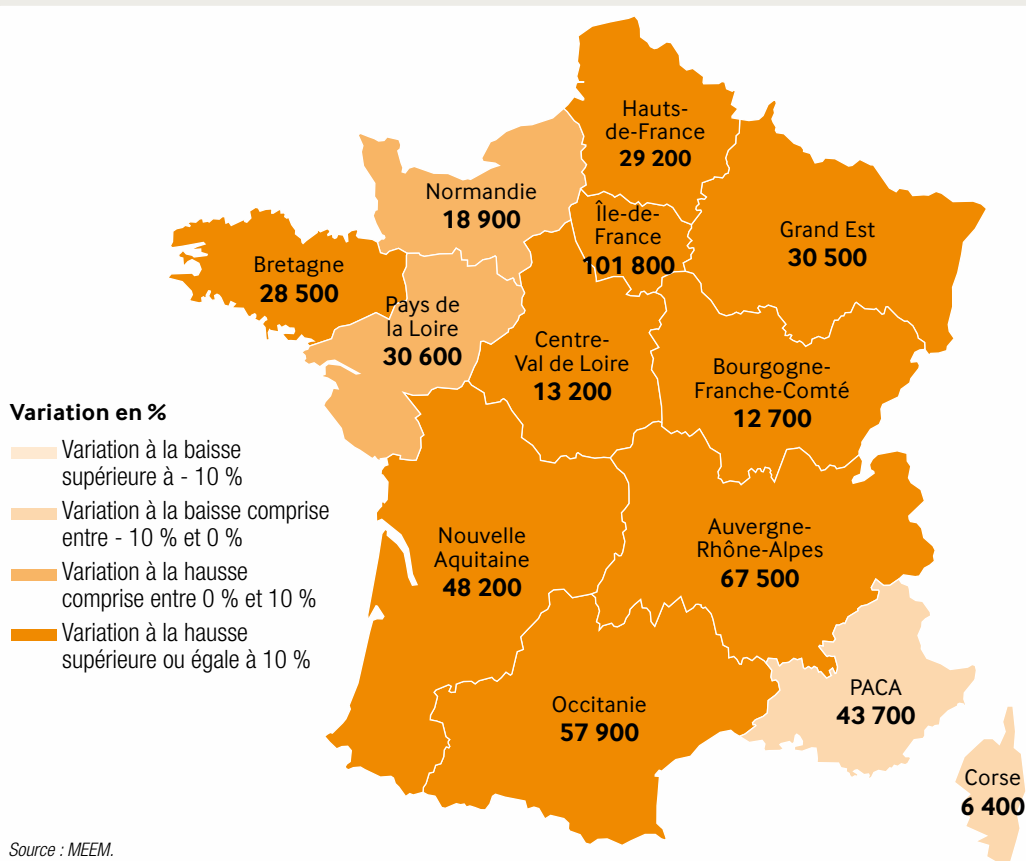
Les mises en chantiers ont progressées dans l'ensemble des régions excepté en Corse.

Dans près de 85 % des régions, la hausse est même supérieure à 10 % (Bretagne, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Hauts-de-France, Grand Est, Île-de-France, Occitanie et Bourgogne-Franche-Comté et Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Seule la Normandie enregistre une hausse inférieure à 10 %.

Grille de lecture : dans la région Grand-Est le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de décembre 2016 à novembre 2017, a enregistré une hausse supérieure à 10 % par rapport à la même période un an auparavant (décembre 2015 à novembre 2016). Ainsi à la fin novembre 2017, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 23 600.

LOGEMENTS AUTORISÉS (DÉCEMBRE 2016 À NOVEMBRE 2017)



Au niveau national, les permis de construire affichent une progression significative de + 11,4 % au cours des 12 derniers mois (de décembre 2016 à novembre 2017 par rapport à la même période de l'année précédente), soit 504 200 autorisations.

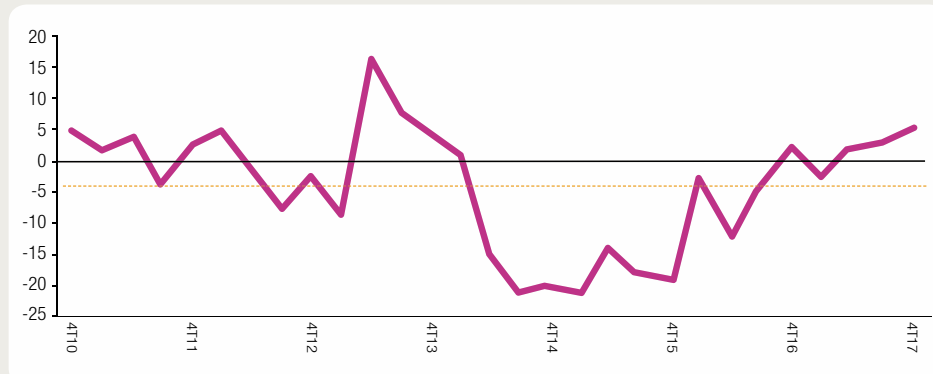
Le nombre de permis a progressé dans 85 % des régions, et pour 9 d'entre elles cette hausse est élevée puisqu'elle est supérieure à 10 % (Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Hauts-de-France, Île-de-France, Occitanie, Nouvelle Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes).

Grille de lecture : dans la région Grand Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de décembre 2016 à novembre 2017, a enregistré une hausse supérieure à 10 % par rapport à la même période un an auparavant (décembre 2015 à novembre 2016). Ainsi à la fin novembre 2017, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 30 500.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions en hausse

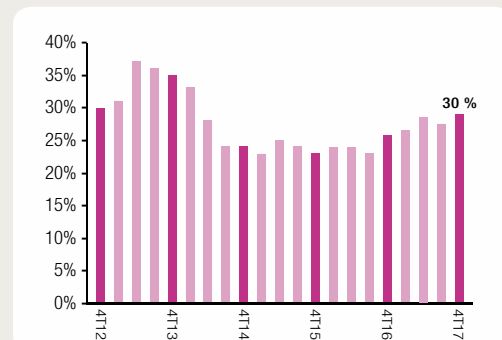
10 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des collectivités locales tandis que 15 % constatent une hausse.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

30 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

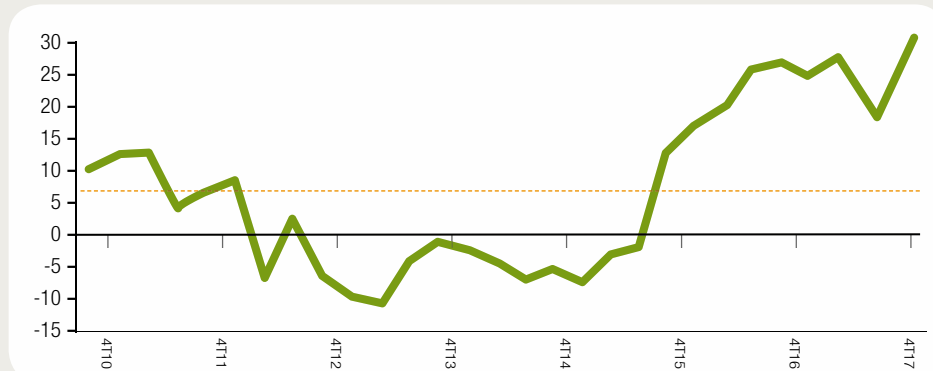
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est en légère hausse au 4^e trimestre 2017 : 30 %. Il s'agit de son plus haut niveau depuis 4 ans.



SOUS-TRAITANCE

Un solde d'opinions très élevé

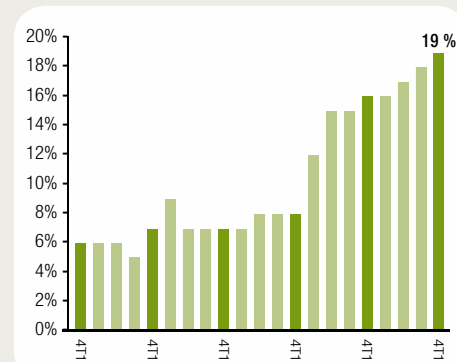
Seules 7 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 38 % constatent une progression. Le solde d'opinion s'établit à + 31 points et reste largement supérieur à la moyenne à long terme qui est de 6,7 points.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

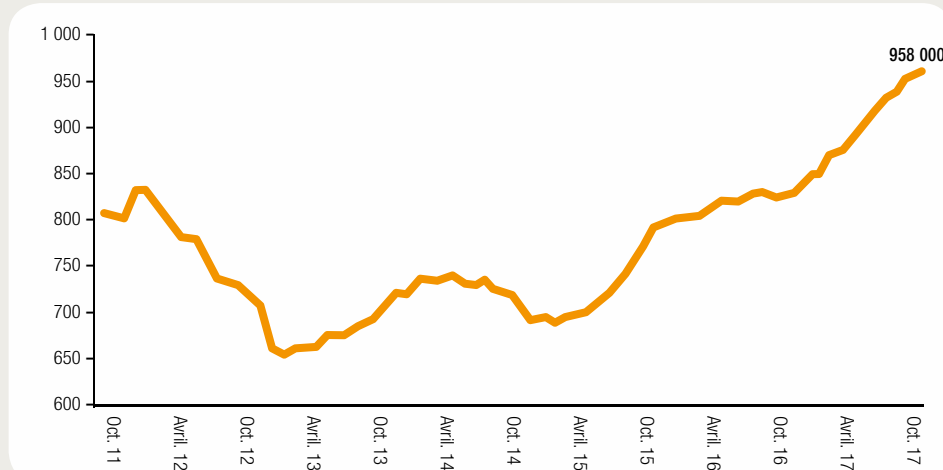
19 % des entreprises en sous-traitance

La part d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance repart à la hausse et atteint son plus haut niveau à 19 %, soit 3 points de plus qu'au même trimestre l'année précédente (16 %).



ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulés sur les douze derniers mois (en milliers)



Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales

958 000 logements anciens vendus

En octobre 2017, 958 000 ventes de logements anciens sont comptabilisées (en cumul sur 12 mois), soit une hausse significative de 15,6 % sur un an. Il s'agit du plus haut niveau jamais constaté depuis l'origine de la série statistique en 2001.

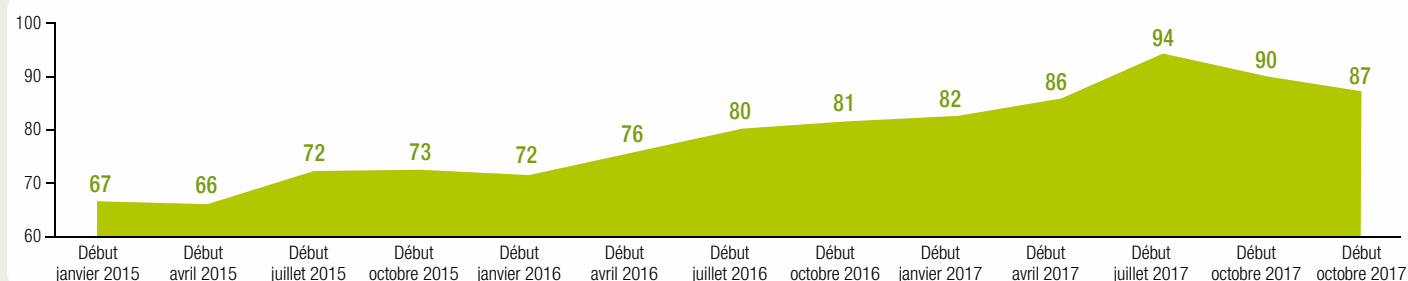
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

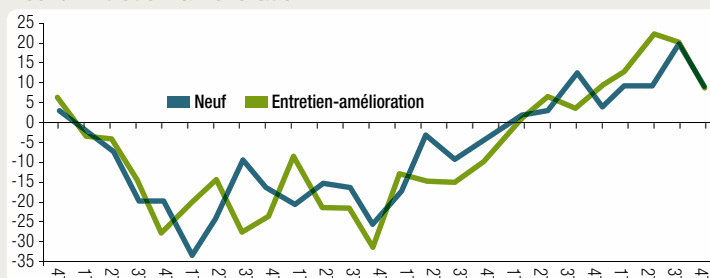
Le nombre de jours des carnets de commandes baisse légèrement

Les carnets de commandes représentent 87 jours de travail au 4^e trimestre 2017 (soit 5 jours de plus qu'un an auparavant mais 3 jours de moins qu'au trimestre précédent). Le renouvellement des carnets de commandes semblent se ralentir légèrement tant en construction neuve qu'en entretien-amélioration.

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours

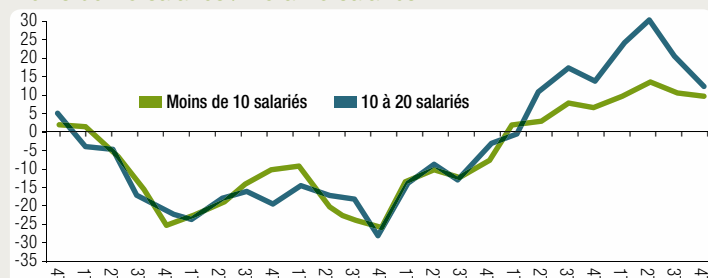


Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

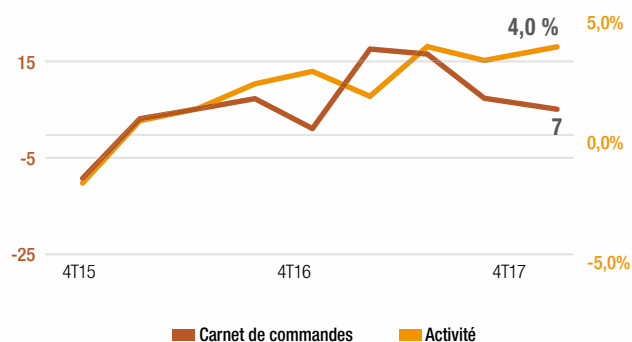
Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



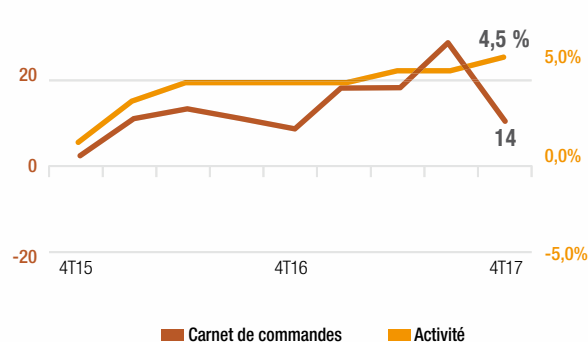
Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

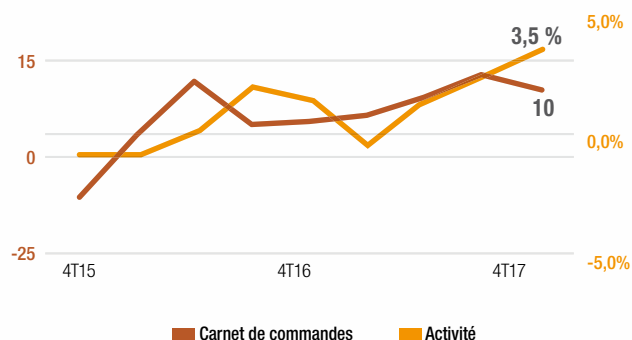
Auvergne-Rhône-Alpes



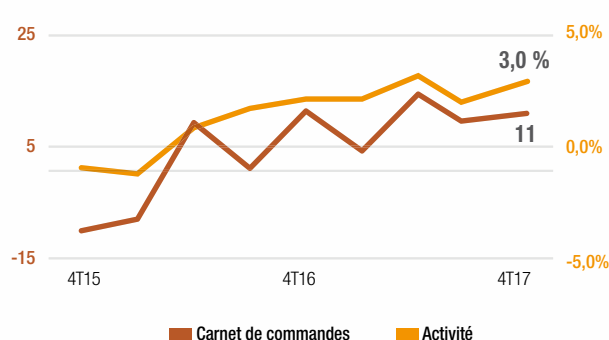
Bretagne



Bourgogne-Franche-Comté

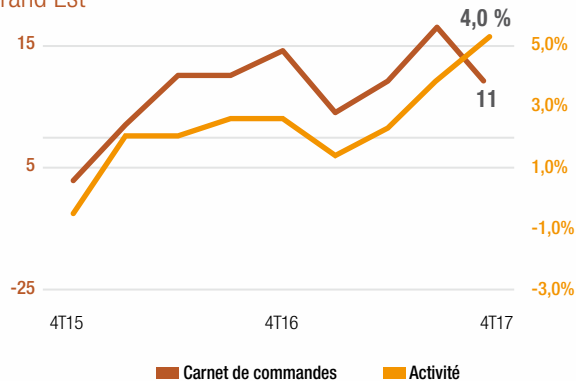


Centre Val de Loire

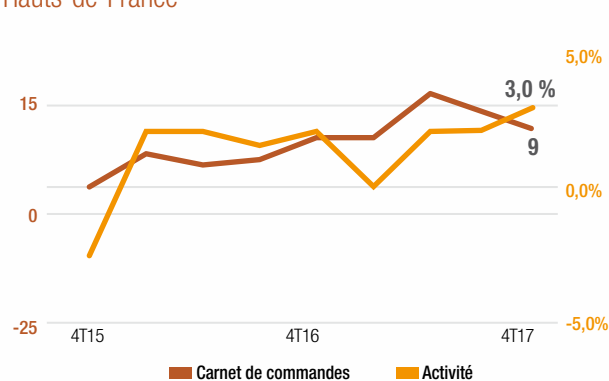


CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

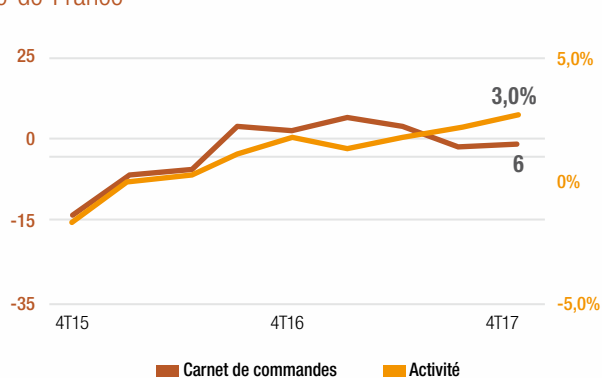
Grand Est



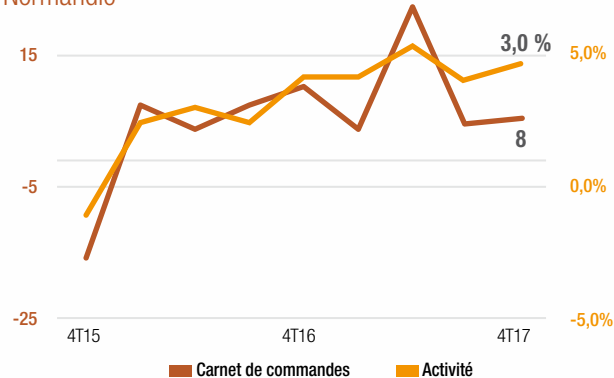
Hauts-de-France



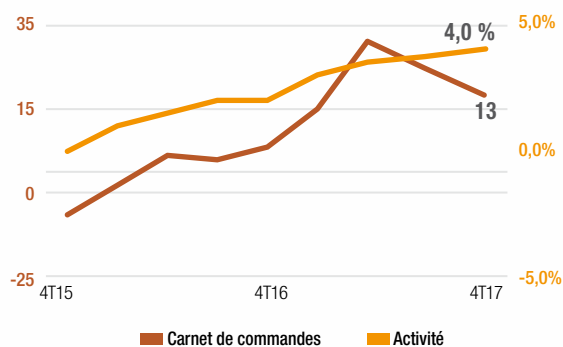
Île-de-France



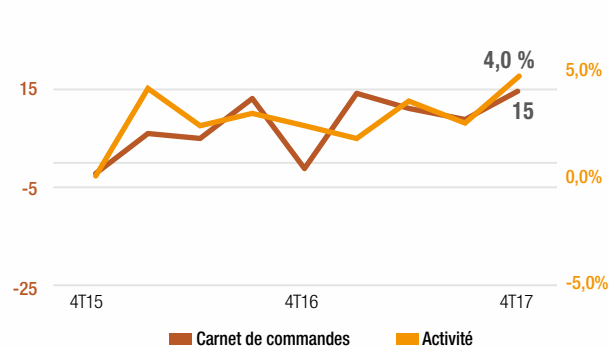
Normandie



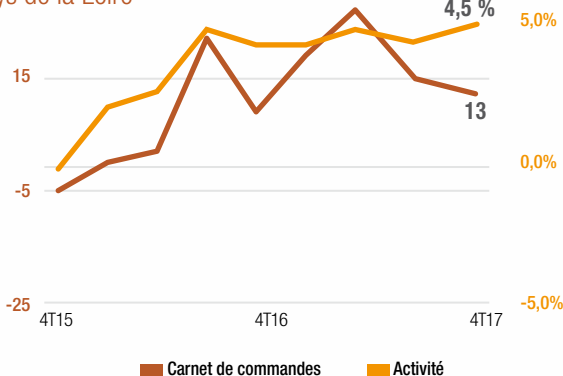
Nouvelle Aquitaine



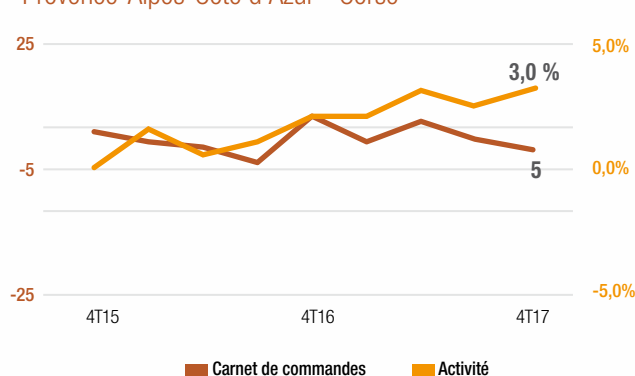
Occitanie



Pays de la Loire



Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année précédente (en jaune : activité et en rouge : solde d'opinions sur les carnets de commandes).

PRIX ET COÛTS

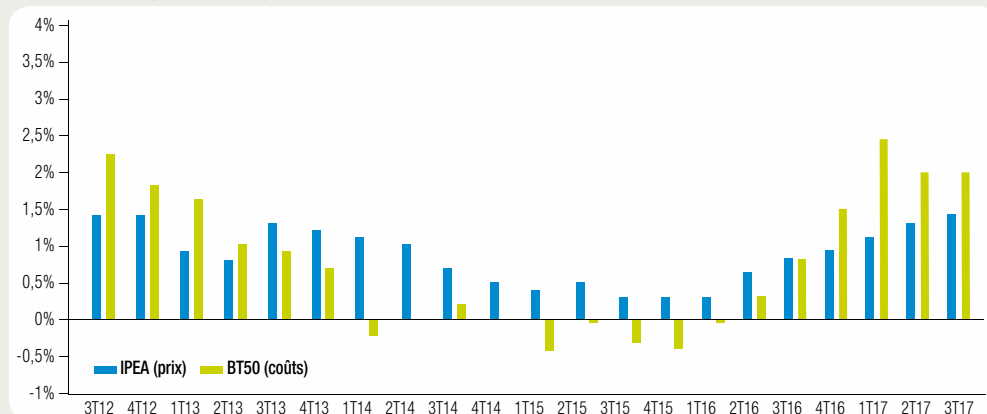
ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des prix qui augmentent moins rapidement que les coûts

Au 3^e trimestre 2017, les prix augmentent de + 1,4 % (par rapport au même trimestre l'année précédente), en parallèle, les coûts augmentent de + 2 % sur la même période. L'augmentation globale des prix est présente sur tous les types de travaux sauf, comme au trimestre précédent, sur les travaux

de peinture, revêtement mural, revêtement sol souple. La hausse des prix s'accélèrent notamment dans les travaux de menuiserie métallique et serrurerie (+ 4,1 % après + 3,2 %), de menuiserie de bois et de PVC (+ 2,3 % après + 2,2 %) et de génie climatique (+ 2 % après + 1,7 %).

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Évolution des prix par corps de métiers (3T2017/3T2016)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	+ 1,2 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	- 0,2 %
Menuiseries Bois PVC	+ 2,3 %
Génie climatique	+ 2,0 %
Plomberie sanitaire	+ 1,8 %
Couverture zinguerie	+ 0,2 %
Électricité	+ 1,1 %
Menuiserie métallique Serrurerie	+ 4,1 %
Plâtrerie	+ 1,2 %

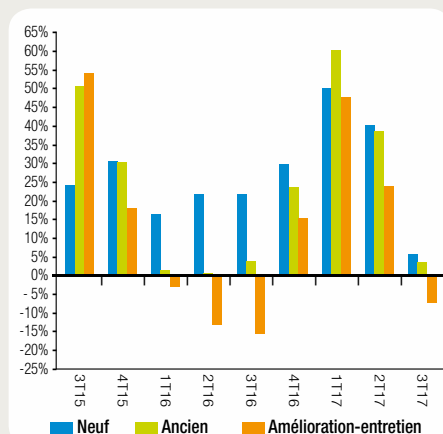
Source : INSEE et MEEM.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

Le montant global des crédits progresse légèrement : + 3,6 %

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf progressent dans une moindre mesure : + 6,1 % au 3^e trimestre 2017 (par rapport au même trimestre de l'année précédente).

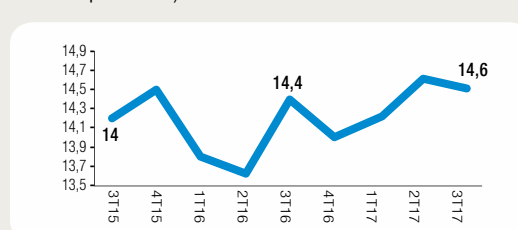
Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens progressent également modérément + 3,8 %. Quant aux crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration, ils reculent ce trimestre, - 9 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 3^e trimestre 2017, le taux d'épargne augmente très légèrement à 14,6 % (soit 0,1 points de plus par rapport au trimestre précédent).



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en décembre 2017

101,84

Évolution annuelle (M/M-12)

+ 1,2 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 3T17

1 670

Évolution annuelle (T/T-4)

+ 1,64 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 4T17

126,82

Évolution annuelle (T/T-4)

+ 1,05 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998

INDEX BT

Valeur en septembre 2017

109,1

Évolution annuelle (T/T-4)

+ 2,0 %

Source : MEEM, parution au JO le 21/03/2017, base 100 en 2010

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

En dollars/tonne en novembre 2017

2 100,1

Évolution annuelle (M/M-12)

+ 21,1 %

Cuivre

En dollars/tonne en novembre 2017

6 825,1

Évolution annuelle (M/M-12)

+ 25,4 %

Zinc

En dollars/tonne en novembre 2017

3 233,3

Évolution annuelle (M/M-12)

+ 25,04 %

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION*

Céramiques et mat. de const.

Valeur en novembre 2017

101,4

Évolution annuelle (M/M-12)

+ 1,4 %

Béton prêt à l'emploi

Valeur en novembre 2017

97,3

Évolution annuelle (M/M-12)

+ 2,9 %

Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en novembre 2017

104,1

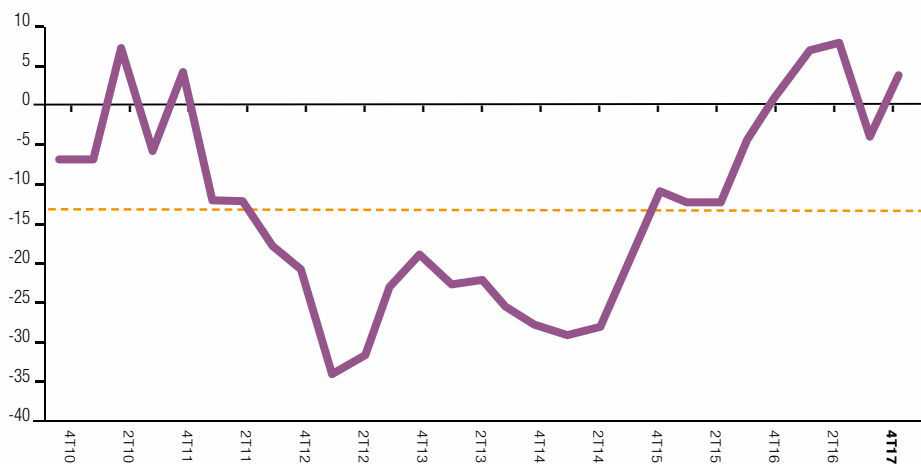
Évolution annuelle (M/M-12)

+ 9,1 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

* Valeurs provisoires

BESOINS DE TRÉSORERIE

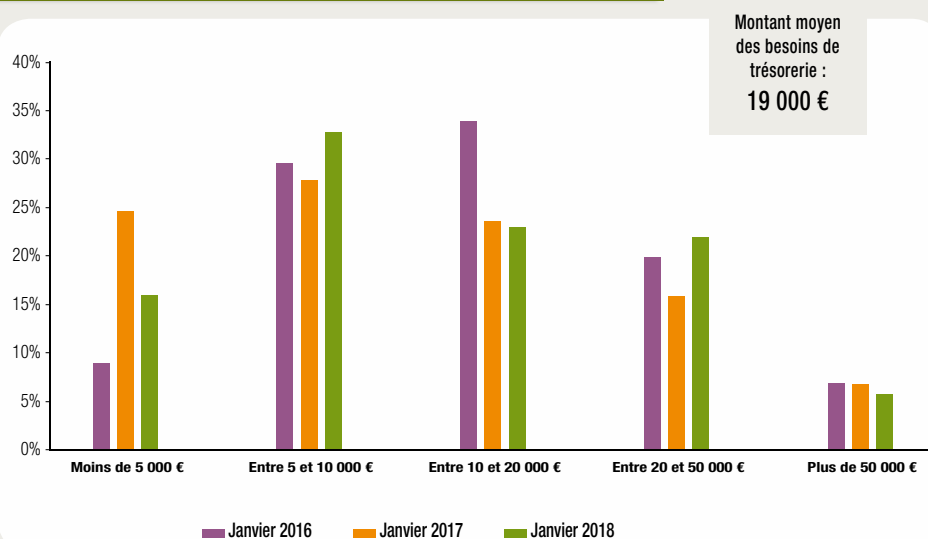


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent (en violet : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

Une trésorerie légèrement moins tendue ce trimestre

Le solde d'opinions concernant la trésorerie redevient positif et s'établit à + 3 points (contre - 13 points pour la moyenne de long terme) avec 14 % des entreprises déclarant une détérioration de leur trésorerie et 17 % une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie qui augmentent

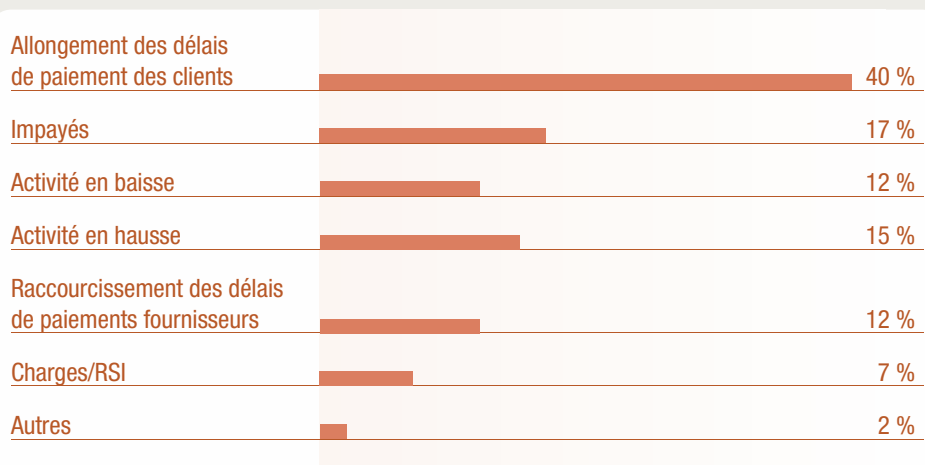
Au 4T17, 23 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 31 % au même trimestre de l'année précédente), dont 51 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

Le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises atteint 19 000 € (soit 3 000 € de moins qu'au trimestre précédent mais 3 000 € de plus qu'un an auparavant).

Au 4^e trimestre 2017, 13 % des entreprises déclarent une baisse des marges, contre 11 % une hausse, soit un solde d'opinions toujours négatif de - 2 points.

ORIGINE DES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE

L'origine des difficultés de trésorerie



Source : CAPEB - I+C.

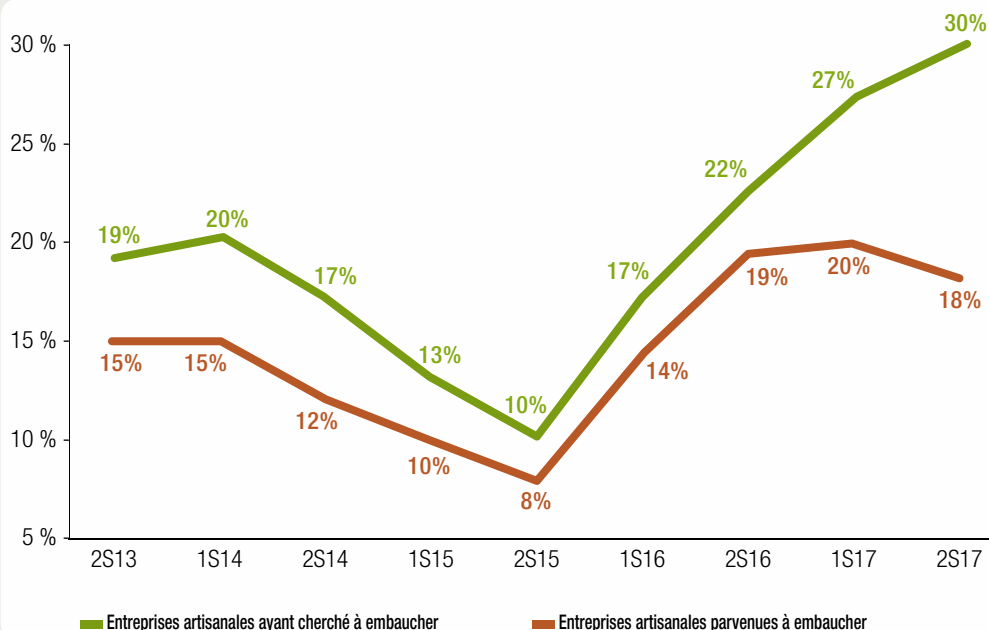
■ Octobre 2017

Pour 40 % des entreprises, les difficultés de trésorerie viennent de l'allongement des délais de paiement des clients. Puis ce sont les impayés et la hausse d'activité qui sont mis en cause (respectivement 17 % et 15 %). 12 % des entreprises constatent des difficultés de trésorerie dû à une baisse ou à un raccourcissement des délais de paiement des fournisseurs. Les charges sont citées par 7 % des entreprises.

Début octobre 2017, le délai de paiement moyen des clients est de 20 jours (en baisse par rapport à octobre 2016).

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Recrutements réalisés



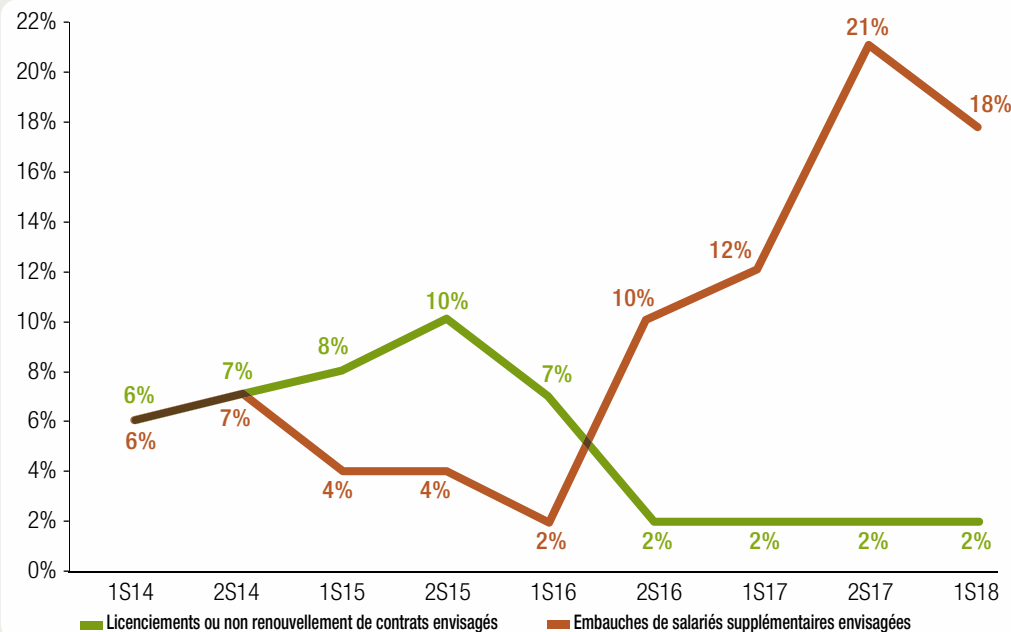
Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

30 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du second semestre 2017.

Près de 12 % d'entre elles (hors entreprises artisanales de 0 salarié) ne sont pas parvenues à satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre. Ce chiffre est multiplié par 4 par rapport au même semestre un an auparavant.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Évolutions de l'emploi envisagées



Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

En janvier 2018, le nombre d'entreprises souhaitant embaucher est largement supérieur au nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats.

80 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au premier semestre 2018 (contre 88 % au premier semestre 2017).

18 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 12 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité.

Seulement 2 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au premier semestre 2018. Ce chiffre est stable depuis 2 ans.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Créations : + 12 %

Au 4^e trimestre 2017, 16 486 créations (y compris auto-entrepreneurs) ont été enregistrées **dans le BTP** (+ 12 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : - 13,5 %

Au 3^e trimestre 2017, 2 099 défaillances d'entreprises ont été enregistrées **dans le bâtiment** (- 13,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : Banque de France.

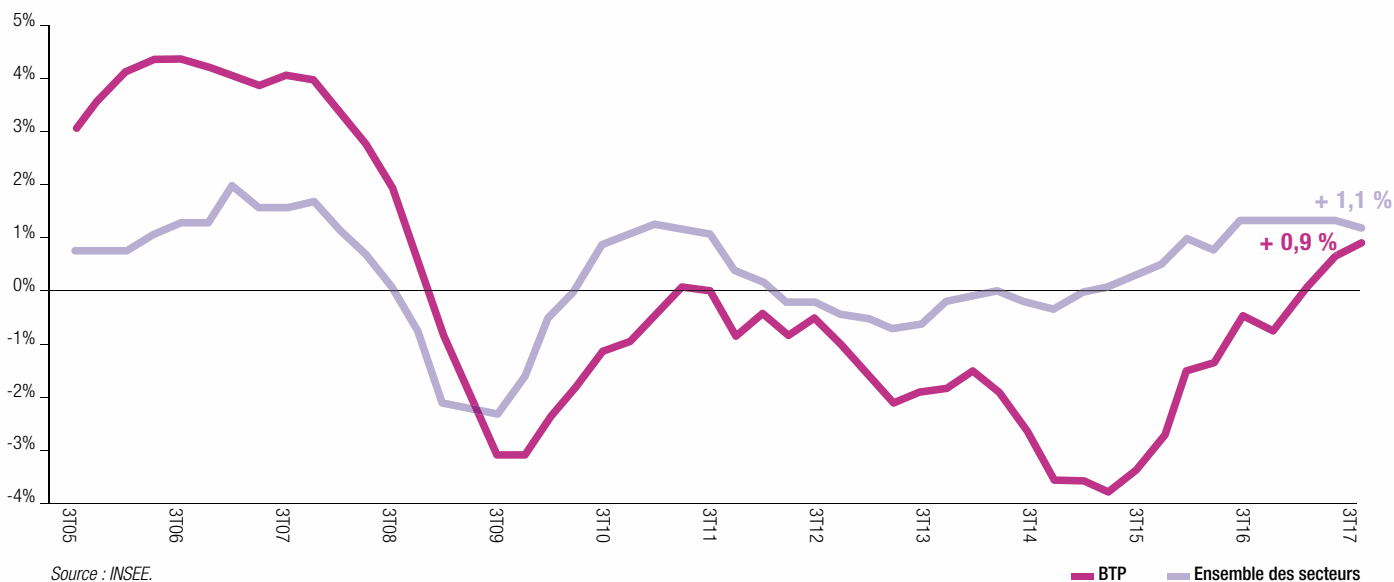
EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 347 500 au 3^e trimestre 2017, soit une hausse de l'emploi de 0,9 % sur un an, alors qu'il augmente de + 1,1 % sur la même période pour l'ensemble des secteurs.

Emploi intérimaire

Au 3^e trimestre 2017, le secteur de la construction totalise 123 903 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 109 463 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en hausse (+ 13 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 8,4 %.



EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 3^e trimestre 2017, l'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés augmente de + 0,6 % (par rapport au même trimestre l'année précédente). Il s'agit du quatrième trimestre de hausse consécutive de

l'emploi salarié. L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 693 953 au 3^e trimestre 2017 (contre 689 727 au 3^e trimestre 2016).

